



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle-Aquitaine**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

relative à l'exploitation d'installations de stockages d'alcools de bouche

sur le site « Chez Piet » sur la commune de Lignières-Ambleville

SAS Domaine Château de Fontpinot

Le préfet de la Charente

Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14 et R.181-46 ;

Vu le récépissé de déclaration d'existence du 15 décembre 1988 délivré par la préfecture de la Charente ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2008 fixant les prescriptions complémentaires à la SAS Domaine Château de Fontpinot pour l'exploitation de chais de stockage d'alcools de bouche sur le site « Chez Piet » commune de Lignières-Sonneville ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société SAS Domaine Château de Fontpinot par courrier du 30 août 2024 concernant l'augmentation de la quantité d'alcools stockés (rubrique 4755) dans le chai 15 et la suppression du stockage de vins (rubrique 2251) ;

Vu le rapport de l'inspection du 16 mars 2026 ;

Vu le courriel transmis à l'exploitant le 16 mars 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu l'observation de l'exploitant formulée par courriel en date du 23 mars 2026 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2026 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant de fait, que la société SAS Domaine Château de Fontpinot souhaite modifier son installation en augmentant la quantité de stockage d'alcool du chai 15 en passant de 160 m³ à 410 m³, et bien que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de mettre à jour l'arrêté d'autorisation du site et édicter les prescriptions qui s'appliqueront au chai modifié ;

Sur proposition de la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac ;

ARRÊTE

Article 1 - Titulaire de l'autorisation

La société SAS Domaine Château de Fontpinot SIRET 90 572 035 500 023, dont le siège social est situé à « Les Gabloteaux » 16130 Juillac-Le-Coq, autorisée à exploiter des installations de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole à « Chez Piet » 16130 Lignières-Ambleville est tenue de respecter, dans le cadre des modifications portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature de la loi sur l'eau

Le tableau de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées défini à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2008 susvisé est modifié par le tableau suivant :

N° Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et Caractéristiques de l'installation
4755	A	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique est supérieur à 40 %, la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m ³	Chai 14 : 116 m ³ Chai 15 : 410 m ³ Chai 16 : 188 m ³ Chai 17 : 240 m ³ QSP : 954 m ³

Régime : A (autorisation)

Ce tableau est complété par le tableau des rubriques de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités visés au L214-1 du code de l'environnement (IOTA) :

Rubrique IOTA	Régime	Libellé simplifié de la rubrique	Nature et caractéristiques de l'installation autorisée
2.1.5.0-2	D	2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	1,92 ha

Régime : D (déclaration)

Article 3 - Situation et caractéristiques des installations autorisées

Le tableau des installations de stockage d'alcool de bouche autorisées défini à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2008 susvisé est modifié par le tableau suivant :

Désignation de la cellule	Surface en m²	Type et caractéristiques du stockage	Capacité maximale de stockage en m³
14	166 m ²	Tonneaux et barriques	166 m ³
15	191 m ²	Cuves inox	410 m ³
16	268 m ²	Tonneaux et barriques	188 m ³
17	298 m ²	barriques	240 m ³

Article 4 - Rétention

Le chai 15 est pourvu d'une rétention interne d'un volume minimal de 510 m³.

Tout réservoir métallique de stockage d'alcool est équipé d'évents correctement dimensionnés permettant de prévenir le phénomène de pressurisation lente. Les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 - Délais et voies de Recours-Publicité-Exécution

CHAPITRE 5.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

CHAPITRE 5.2 - PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté complémentaire environnemental est déposée à la mairie de Lignières-Ambleville et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Lignières-Ambleville pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 5.3 - EXÉCUTION

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Lignières-Ambleville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société **SAS Domaine Château de Fontpinot** et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le **15 AVR. 2026**

Pour le préfet et par délégation

La sous-préfète de Cognac



Nathalie CLARENC